



## La Palestine au temps du coronavirus: un double confinement!

Comment définir le mieux ces temps bizarres que nous vivons : un temps en suspens, entre parenthèses, en attente, arbitraire ? La peur aussi de la perte de contrôle, de l'arbitraire, de ce qui nous échappe ?

Nous sommes tous concernés par ce temps étrange. Pourtant, nous ne sommes pas égaux face à lui, ni devant ce virus, dont la force et la malignité ont contribué largement à suspendre le temps. Pas égaux non plus face aux conséquences de la crise provoquée. Il y a ceux et celles parmi nous qui vivent dans des maisons, qui peuvent goûter au printemps, au soleil, dans leurs jardins, avec la maîtrise limitée du temps que leur offre cette période de confinement. Beaucoup d'autres, la majorité sans doute, sont totalement dépendants de ce temps arbitraire qui leur échappe.

### La Palestine doublement confinée

Les Palestiniens sont parmi ces derniers. *Les Palestiniens de Gaza* vivent sous blocus total depuis 13 ans. La majorité d'entre eux n'a jamais quitté leur bout de terre qui fait 1/7 du Luxembourg, et sur lequel vit, avec près de 2 millions de personnes, l'une des populations les plus concentrées du monde.

*Les Palestiniens de Jérusalem-Est* sont bloqués sur leur territoire limité et sans cesse grignoté par les colonies israéliennes ; ils dépendent entièrement des autorités israéliennes en ce qui concerne les services de base, principalement les services éducatifs, médicaux et sociaux.

*Les 2,5 millions de Palestiniens vivant dans les camps* à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est vivent depuis plusieurs décennies dans des espaces très restreints, souvent dans des situations sociales, sanitaires et éducatives déplorables ; ils dépendent exclusivement de l'UNWRA (l'organisation des Nations-Unies créée en 1947) spécialement en charge des besoins primaires des populations de ces camps, mais dont les moyens déjà bien insuffisants ont été largement entamés suite au refus des États-Unis de continuer à apporter son importante quote-part destinée à alimenter ce fonds.

*Les prisonniers palestiniens* détenus dans les prisons israéliennes sont eux aussi particulièrement vulnérables : subissant déjà habituellement de terribles conditions de détention, ils voient leur vulnérabilité largement accrue par les modes de confinement auquel les autorités israéliennes les astreignent et les prisons israéliennes deviennent un dangereux terrain de reproduction pour le COVID-19, des centaines d'entre eux souffrant actuellement de maladies chroniques non traitées.

Selon les Nations-Unies, les capacités du système de santé palestinien à faire face à la propagation du virus sont gravement limitées. Il est clair que le système sanitaire se trouve dans un état désastreux suite à l'occupation et à la colonisation, suite aux agressions militaires, mais aussi parce que les ressources financières manquent à cet État qui n'en est pas un, où aucun développement durable ne

peut avoir lieu parce que son économie, sa vie sociale, son développement sont entièrement confinés et jugulés par le système israélien d'occupation.

Le « lock down » en Palestine, et à Gaza en particulier, prend donc un tout autre sens. Le confinement, ils connaissent. On pourrait, cyniquement, demander : « Qu'est-ce que la situation actuelle change alors pour eux ? Ils pourraient avoir développés une certaine résilience... » !

### **Gaza invivable en 2020 selon les Nations-Unies**

Les Nations Unies ont aussi prédit depuis plusieurs années que Gaza serait « invivable » en 2020.<sup>1</sup> Même sans pandémie, Gaza est aujourd'hui un territoire où l'on ne peut plus vivre, où l'on ne pourra même plus, bientôt, simplement « survivre » : l'eau y est impropre à la consommation humaine, 70 % de la population se trouve dans l'insécurité alimentaire, l'électricité n'est disponible que par intermittence et l'accès aux médicaments et aux vivres essentiels y est dramatiquement limité. Les infrastructures sanitaires, médicales et hospitalières ont été largement endommagées, parfois détruites, dans le cadre de trois agressions militaires israéliennes particulièrement meurtrières.

Le « lock down » que nous vivons depuis un mois est total à Gaza depuis 13 ans. Les habitants ne peuvent sortir nulle part. Ils ne peuvent s'enfuir nulle part. Ils ne peuvent que rester chez eux, dans leurs logements trop étroits pour accueillir leur famille nombreuse. Près de 70% d'entre eux vivent dans des camps de réfugiés surpeuplés. Ils sont en effet des réfugiés que l'on appelle « de 1948 », qui ont été chassés de chez eux ou qui ont fui leur territoire face à la guerre, territoire devenu israélien en 1948.

La défaillance de la communauté internationale - en premier lieu celle de l'Union Européenne - saute aux yeux. L'essentiel de ce qui arrive à ces territoires résulte de l'action humaine : de l'appropriation du territoire d'un peuple par un autre État qui recourt à cette fin à tous les moyens à sa disposition – dont les plus illégaux et illicites. Cette situation résulte aussi de l'inaction humaine : de l'absence de mesures appropriées susceptibles de mettre fin à cette situation illégale. Le blocus israélien constitue une « punition collective considérée par le droit international comme un « crime contre l'humanité »<sup>2</sup>. Que les Palestiniens de Gaza soient particulièrement en danger aujourd'hui face à cette pandémie, relève d'abord de la responsabilité primaire de l'État occupant, donc d'Israël, mais aussi de la responsabilité de la communauté internationale.

Si les Palestiniens de Gaza sont particulièrement vulnérables face à ce nouvel ennemi invisible, c'est parce que, depuis longtemps, nous n'avons pas su les protéger. La question des réfugiés est en suspens depuis plus de 70 années dans les camps de Gaza, de Cisjordanie et des pays voisins, alors que, selon le droit international, ils auraient dû pouvoir rentrer « dans leurs foyer » depuis 70 ans. Ils y seraient sans doute bien mieux protégés dans leurs maisons que dans ces camps où ils habitent les uns sur les autres, faute de pouvoir les agrandir.

### **Corona-Apartheid à Jérusalem-Est**

Jérusalem-Est comporte cette caractéristique supplémentaire – au-delà de la surpopulation et de l'entassement, du manque de médicaments, de la faiblesse des structures sociales, sanitaires et hospitalières –

qu'elle dépend entièrement, à tous ces niveaux, des autorités israéliennes. Jérusalem-Est fait partie intégrante de « l'agglomération de Jérusalem », gérée par les autorités israéliennes. Si, au cours des premières semaines de la pandémie, un semblant de coopération a pu exister entre les autorités israéliennes et palestiniennes, il n'a pas fallu attendre longtemps avant que les réflexes automatiques des autorités israéliennes et du gouvernement d'extrême droite ne reprennent le dessus. D'un côté, on constate la suspension de la coopération, la reprise et l'accentuation des restrictions de déplacements, le partage au compte-gouttes des outils médicaux et sanitaires de base et, de l'autre côté, l'accentuation des mesures habituelles et quotidiennes de répression (incursions nocturnes de l'armée, arrestations arbitraires, emprisonnements « administratifs », violences croissantes et de plus en plus agressives des colons israéliens ...). S'y ajoute l'utilisation du « temps suspendu » au niveau mondial, pour prendre des mesures nouvelles, en accélérer d'autres. Ainsi continuent les destructions de maisons palestiniennes pour y implanter des colons, de nouvelles arrestations arbitraires, l'imposition de « faits sur le terrain » en vue de l'appropriation de la Vallée du Jourdain, etc.

Les Palestiniens de Jérusalem-Est sont donc seuls, très seuls, y compris sans intervention possible de l'Autorité palestinienne, qui elle est habituellement dépassée faute d'autonomie et de moyens et qui n'a aucune juridiction sur Jérusalem-Est.

### **Et les prisonniers politiques palestiniens ?**

Au nombre de 5.000 en avril 2020 (dont 432 prisonniers « administratifs », 41 femmes, 7 membres du Conseil Législatif Palestinien (parlementaires) et 183 enfants, dont 20 en-dessous de l'âge de 16 ans, selon Addameer<sup>3</sup>), les prisonniers détenus dans les prisons israéliennes sont eux aussi particulièrement vulnérable. Selon Addameer cité plus haut « ... COVID-19 présente un danger particulièrement aigu et immédiat pour les prisonniers et détenus palestiniens, qui subissent déjà de terribles conditions de détention, ... qui font des prisons israéliennes un dangereux terrain de reproduction pour le COVID-19 et aggravent la vulnérabilité des prisonniers et détenus palestiniens, des centaines d'entre eux souffrant actuellement de maladies chroniques non traitées. »

### **Non souverains face à la crise – cela fait une grande différence !**

L'OMS aussi a averti qu'un grand nombre de patients à Gaza provoquerait l'effondrement de son système de santé. Si déjà dans nos pays dit développés, les systèmes de santé touchent à leur limite, essayons d'imaginer ne fût-ce qu'un instant ce que cela peut donner dans des pays dit « sous-développés » et, plus encore occupés comme le sont la Palestine, le Sahara occidental et quelques autres.

Pourquoi le rappeler si c'est une évidence ? Parce qu'aucun média *mainstream* n'en parle. Parce que, contrairement à nos pays, qui gardent une certaine souveraineté et un certain contrôle au niveau des actions et des mesures à entreprendre, les Palestiniens n'en ont aucune. Ils ne disposent d'aucune souveraineté parce que nous les avons oubliés.

Il ne suffit donc pas d'avoir pitié, de faire la charité, d'envoyer des secours humanitaires d'urgence – même cela, le faisons-nous ? - mais il faut agir à la fois sur l'immédiat et sur les causes et le système qui les engendrent sans cesse. La communauté internationale, et en particulier l'UE, n'a pas agi en conséquence pour

les Palestiniens. Aujourd'hui, ces derniers se trouvent de nouveau démunis, doublement démunis face à un nouvel ennemi, cette fois invisible.

Dépendants que sont les Palestiniens du bon vouloir de l'occupant, les restrictions et violations des droits humains auxquels ils font face d'habitude ont un effet plus dramatique encore. L'accès aux médicaments, l'accès aux soins, l'accès à l'eau, sont impossibles parce que l'occupant accapare la plus grande partie des ressources en eau, empêche les déplacements qu'exigerait l'accès à des hôpitaux, et la distanciation dite sociale est difficilement praticable voire impossible.

Si la situation sanitaire est déjà dramatique aujourd'hui et le deviendra davantage dans les prochaines semaines, les conséquences économiques et humanitaires le seront aussi si l'on sait que 50 % des habitants de Gaza sont sans emploi et que 70 % de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté. La plupart des travailleurs occasionnels ont perdu leurs petits boulots suite au confinement. Comment, dans une telle situation, les familles s'approvisionneront-elles en vivres, en médicaments, en eau et en savon ?

## Appels du CPJPO

Dans ce contexte, le CPJPO a décidé de relayer l'appel de la CCEP (la Coordination Européenne des Comités et associations pour la Palestine) aux hauts responsables de l'Union européenne <https://Mnyurl.com/y9gjage9>, et envoyé un courrier semblable aux autorités luxembourgeoises <https://Mnyurl.com/y79e6vus>.

Nous y demandons trois choses aux deux instances: d'une part, *"de mettre en œuvre immédiatement toutes mesures économiques et politiques y compris des sanctions sous l'égide du droit international, pour faire pression sur Israël afin qu'il mette fin au siège de Gaza ; d'autre part, en contact direct avec les ministres de la santé de Gaza et de Cisjordanie, assurer la livraison directe aux autorités publiques locales de cargaisons adéquates de fournitures médicales et sanitaires nécessaires à la détection du coronavirus et à la prise en charge des personnes affectées ainsi que des éléments nécessaires à la prévention de la diffusion du virus dans la communauté et dans les hôpitaux locaux, et, enfin, de permettre à ceux qui ne peuvent être traités à Gaza d'accéder effectivement à d'autres hôpitaux"*.

Enfin, le CPJPO a décidé de lancer une campagne de collecte de fonds en faveur des catégories de personnes les plus fragiles à Gaza, à Jérusalem-Est, parmi les réfugiés et les prisonniers palestiniens. Cette campagne sera accessible d'ici quelques jours sur le site de GoFundMe: <https://Mnyurl.com/ya8s3gws>

Nous vous invitons à vous y associer.

Oui, la Palestine a besoin d'un soutien spécial. Du nôtre.

Nathalie Oberweis et Michel Legrand

Membres du Conseil d'administration du CPJPO

Le 21 avril 2020

1: <https://www.unrwa.org/userfiles/file/publications/gaza/Gaza%20in%202020.pdf>.

2: <https://www.monde-diplome.fr/2009/03/FALK/16876> par Richard Falk, Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

3: <https://Mnyurl.com/yc7h3v8f>